



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Susan MacNeil
1 Nicholas Street
Suite 215, Cubicule 240
Ottawa
Ontario
K1N 7B7
Bid Fax: (613) 991-5254

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

NATO Flying Training in Canada (NFTC) / Formation de
vol de l'OTAN au Canada
1 Nicholas Street/1, rue Nicolas
Suite 215/Suite 215
Room 253
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet FFP POINT SUR L'ENGAGEMENT		
Solicitation No. - N° de l'invitation W3471-130001/H		Date 2015-10-28
Client Reference No. - N° de référence du client W3471-130001		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$\$NF-006-25437
File No. - N° de dossier 006nf.W3471-130001	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 11:59 PM on - le 2016-02-01		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Susan MacNeil		Buyer Id - Id de l'acheteur 006nf
Telephone No. - N° de téléphone (613) 993-6448 ()		FAX No. - N° de FAX (613) 991-5254
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Susan MacNeil Ottawa Ontario K1N 7B7		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

POINT SUR L'ENGAGEMENT DE L'INDUSTRIE – PROJET DE FORMATION DES FUTURS PILOTES (FFP)

INTRODUCTION

La présente mise à jour de l'industrie vise à poursuivre la discussion sur le projet de formation des futurs pilotes (FFP) du gouvernement du Canada et à donner suite aux échanges passés sur le sujet :

- a. 24 septembre 2013 – Publication de la demande de renseignements (DR) 2013;
- b. 4 février 2014 – Séance de mobilisation de l'industrie;
- c. 28 avril 2014 – 2^e DR;
- d. 26-28 mai 2014 – 2^e Séance de mobilisation de l'industrie;
- e. 9 février 2015 – Lettre d'intérêt (LI)/DR.

Le but du présent document est de fournir une mise à jour sur la situation du FFP, et d'aviser les membres de l'industrie qu'ils doivent prendre connaissance, signer et envoyer les règles d'engagement ci-jointes (annexe A).

Dans la dernière lettre d'intérêt, le gouvernement du Canada a indiqué qu'un nouveau projet de FFP avait été créé pour combler toute lacune éventuelle dans la formation des pilotes et que l'équipe de projet établirait les exigences stratégiques et cernerait les besoins d'affaires à fin de commencer le processus d'analyse des options. Le gouvernement du Canada a également indiqué qu'une autre lettre d'intérêt serait publiée une fois que le travail initial d'établissement de la portée aura été effectué. Voici la lettre d'intérêt en question.

CONTEXTE

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a un mandat à long terme pour former des pilotes. Le programme actuel de formation est mené sous les auspices de deux contrats de services appelés Entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) et Forfait d'entraînement au vol et de soutien (FEVS). Ces deux contrats comprennent de l'enseignement en classe, de la formation sur simulateur de vol et de l'entraînement en vol.

Ces contrats incluent également de nombreux services de soutien sur place à Moose Jaw, en Saskatchewan, et à Southport, au Manitoba, et notamment l'entretien de routes et de pistes, la maintenance d'aéronefs et d'autre matériel de formation, la gestion et l'entretien d'installations, le contrôle de la circulation aérienne, le déblaiement de la

neige et de la glace, et des services d'alimentation.

Comme ces contrats arriveront à échéance en 2021 pour le NFTC et en 2027 pour le FEVS, il est prévu dans le projet de FFP d'accorder de nouveaux contrats pour appuyer les activités de formation nécessaires à fournir au MDN un effectif qualifié de pilotes militaires.

Les contrats proposés porteront sur une partie ou la totalité des services actuels. Il est nécessaire de mettre en place un programme qui permette de former des pilotes au vol sur la prochaine génération d'aéronefs opérationnels; ce programme doit en même temps tirer parti de la technologie moderne des systèmes de formation. Par conséquent, dans la mesure du possible, les contrats mettront l'accent sur l'optimisation de l'utilisation des dispositifs de formation synthétiques, permettant de réaliser un plus grand ratio de la formation sur simulateur de vol par rapport à l'entraînement en vol.

ÉTAPES PRÉVUES DU PROJET DE FFP

Le calendrier suivant a été établi pour le projet de FFP, et d'après les processus ministériels actuels et en comparaison avec les échéanciers de projets similaires, il semble réalisable.

Étape prévue	FFP
Analyse des options/définition des besoins/énoncé de travail, proposition de valeur et élaboration du plan d'évaluation de l'engagement de l'industrie	2015 à 2019
Demande de soumissions et sélection de l'entrepreneur	2019-2020
Approbation du Conseil du Trésor et octroi du contrat	2021
Début du contrat de l'entrepreneur/Début d'activités partielles du projet de FFP	2021-2023
Fin des activités liées au FEVS Activités complètes du projet de FFP en cours	2027

DISCUSSION

Étant donné qu'il est prévu dans le projet de FFP que le contrat soit octroyé en 2021 et qu'une capacité opérationnelle initiale (COI) soit fournie en 2023, il y aura des lacunes à combler de 2020 à 2023. Ces lacunes se produiront après une phase d'entraînement NFTC, qui commence au début de 2020. Il s'agit d'une situation inacceptable qui nuit à la capacité du MDN de respecter le mandat qui lui a été donné par le gouvernement de fournir une puissance aérienne et une expertise en la matière aux Forces armées canadiennes.

Toute lacune dans la formation pourrait également affecter directement le FEVS, car le NFTC ne serait pas en mesure de lui fournir des étudiants puisque les deux programmes sont intrinsèquement liés.

Par conséquent, il est impératif que toutes les activités de formation actuellement données dans le cadre du contrat de NFTC soient maintenues sans que le nombre de pilotes diplômés ne diminue. Il ne peut être accepté aucune lacune dans la formation.

PROCHAINES ÉTAPES

D'après les renseignements dont nous disposons actuellement et les commentaires reçus de l'industrie, le fait de prolonger la période d'activité du NFTC jusqu'en 2023 atténuera le risque de lacune dans la formation et permettra à l'industrie de concentrer ses efforts sur l'élaboration d'une solution à long terme pour répondre aux exigences du projet de FFP. Il faudra établir une période de transition à la fin du contrat. Ce programme de transition devra ensuite être présenté aux soumissionnaires qui, dans le cadre de leur proposition, soumettront alors un plan de transition de début de contrat concordant avec le plan de fin de contrat du titulaire actuel du contrat si la solution retenue pour le projet de FFP était de donner la formation à Moose Jaw.

De plus, cette approche devrait aussi permettre au Canada de concentrer ses efforts sur la participation de l'industrie au projet de FFP et de préparer les documents nécessaires au succès d'un projet aussi complexe dans les délais impartis. Certains membres de l'industrie ont déjà indiqué qu'il serait avantageux pour eux de se concentrer sur le projet de FFP et que cela permettrait de s'assurer que les ressources soient utilisées de manière efficace.

CONCLUSION

Le gouvernement du Canada a passé en revue ses options pour s'assurer qu'aucune lacune dans la formation des pilotes ne survienne avant la mise en œuvre à long terme d'un programme de FFP. À la suite de cet examen, le gouvernement du Canada a déterminé que la meilleure ligne de conduite pour protéger les intérêts du MDN et des Canadiens est de prolonger la période d'activité du contrat actuel du projet de FFP jusqu'en 2023. Toute autre ligne de conduite pourrait entraîner un retard dans l'octroi du contrat pour le projet de FFP pouvant aller jusqu'à deux ans et ne permettrait pas une utilisation efficace des ressources du gouvernement du Canada et de l'industrie comme il est indiqué dans les commentaires reçus de la part de certains membres de l'industrie.

Le gouvernement du Canada veut s'assurer que les membres de l'industrie sont en mesure de fournir des solutions efficaces pour le projet de FFP et veut favoriser les conditions qui permettront aux membres de l'industrie de collaborer efficacement avec le gouvernement du Canada à la préparation des documents d'appel d'offres.

RÉPONSES DEMANDÉES

Le gouvernement du Canada invite les membres de l'industrie intéressés à formuler des options viables et économiques qui seront discutées au cours de la prochaine session du groupe FFP et des rencontres individuelles.

Veuillez remplir et signer les règles d'engagement ci-jointes (annexe A), et les envoyer à l'officier responsable des contrats. Veuillez inclure une brève explication de votre approche et toutes questions concernant le projet de FFP.

Les dates de la première séance de groupe seront annoncées une fois que le gouvernement du Canada aura reçu les règles d'engagement remplies et signées par les parties intéressées.

Seuls les membres de l'industrie qui auront signé et envoyé les règles d'engagement seront invités à participer à ce processus de consultation de l'industrie. Ils recevront ensuite davantage de détails sur le projet de FFP.

ANNEXE : ANNEXE A – Règles d'engagement

ANNEXE A

PROCESSUS DE CONSULTATION AUPRÈS DE L'INDUSTRIE

RÈGLES D'ENGAGEMENT

MODALITÉS

Les modalités qui suivent s'appliquent au processus de consultation. Afin de favoriser le dialogue, les participants conviennent de ce qui suit:

- Les participants sont censés discuter des différents points de vue concernant le projet du futur de la formation de pilotes (FFP) et fournir des solutions positives aux problèmes soulevés. Tous les participants auront l'occasion de faire part de leurs idées et de leurs suggestions;
- Afin de protéger l'information potentiellement confidentielle de tiers parties, les participants NE doivent PAS révéler AUX MÉDIAS NI AUX JOURNAUX des renseignements concernant le projet de SEAL pendant que le processus de consultation est en cours ni discuter du projet avec leurs représentants. Si un média leur pose des questions, ils doivent lui demander de communiquer avec le Bureau des relations avec les médias de TPSGC, au 819-956-2315;
- Les participants doivent présenter leurs demandes ou leurs commentaires et les points associés seulement qu'à l'autorité contractante ou aux représentants autorisés du Canada, comme il est mentionné dans les avis que l'autorité contractante publie de temps à autre. Toute communication faite à un représentant non autorisé du Canada pourrait également entraîner une divulgation complète par le Canada sur Achats et Ventes. Si les participants sont approchés verbalement ou par écrit concernant cette demande de soumissions par un représentant du Canada autre que l'autorité contractante, ceux-ci doivent respecter les modalités de cet article en ne discutant pas de la demande de soumissions et de la documentation en avisant le représentant des exigences contenues dans cet article;
- Un média ne peut participer processus. Les médias doivent diriger toute demande au Bureau des relations avec les médias de TPSGC.

- Le Canada n'a pas l'obligation de publier une DP ni de négocier un quelconque contrat de services FFP;
- Si le Canada publie une DP, les modalités en sont définies à l'entière discrétion du Canada;
- Le Canada ne rembourse pas les frais engagés par les membres de l'industrie pour participer à ce processus de consultation;
- La participation au processus de consultation n'est pas une exigence obligatoire. La non-participation n'empêche pas un soumissionnaire de présenter une proposition.
- Les documents ébauches (DP, Plan d'évaluation, EDT) seront envoyés à tous les participants pour leurs commentaires. Les documents ébauches seront écrits en anglais à moins d'être demandés en français par un participant. Les documents finaux seront traduits entièrement avant d'être publiés sur Achats et Ventes comme l'indique la politique sur les langues officielles du Canada;
- Si les participants refusent d'accepter et de signer les règles d'engagement, ils seront exclus des rencontres individuelles, des rencontres des groupes de travail et du processus d'examen de la documentation ébauche; et
- Pour sortir des impasses, tout au long de la consultation, le processus de règlement des différends décrit ci-dessous doit être suivi. Toutes les demandes de recours au processus de règlement des différends doivent être présentées à l'autorité contractante, qui prendra les dispositions nécessaires.

Processus de règlement des différends

1. Dans le cadre de discussions officieuses et de bonne foi, chaque partie doit faire tous les efforts raisonnables pour régler les différends et les réclamations ou pour mettre fin à des controverses découlant de cet engagement, ou qui sont liés d'une quelconque façon à celui-ci.
2. Tout différend entre les parties découlant de cet engagement, ou lié d'une quelconque façon à celui-ci, doit être réglé en suivant le processus décrit ci-dessous :
 - a. Tout différend doit d'abord être soumis au gestionnaire des participants et au gestionnaire de TPSGC responsable de la participation de l'industrie. Les parties ont trois jours ouvrables pour régler le différend.

- b. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2 (a) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au directeur de projet des participants et au directeur principal de TPSGC de la division responsable de la gestion de la participation des membres de l'industrie. Les parties ont trois jours ouvrables pour régler le différend.
- c. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2 (b) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au représentant principal des participants dans le cadre du projet et au directeur général de TPSGC, qui ont trois jours ouvrables pour régler le différend.
- d. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2 (c) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au président-directeur général des participants et au sous-ministre adjoint de TPSGC, qui ont cinq jours ouvrables pour régler le différend.
- e. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2 (d) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, l'autorité contractante a cinq jours ouvrables pour rendre une décision par écrit. Cette décision doit comprendre une description détaillée du différend et des raisons qui justifient la décision. L'autorité contractante doit transmettre une copie signée de cette décision au participant.

En signant ce document, le participant déclare avoir les pleins pouvoirs pour lier l'entreprise mentionnée ci-dessous et accepter en son nom et au nom de l'entreprise d'être lié aux modalités énoncées dans le présent document.

Nom de l'entreprise: _____

Nom du signataire: _____

Signature: _____ Date: _____

Autorité contractante de TPSGC : Susan MacNeil

Signature : _____ Date : _____

Gestionnaire de projet FFP pour le MDN :

Signature: _____ Date: _____